L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 17 SEPTEMBRE 1866. Entre les rues Bienville et Conti.

G. F. WEISSE & Cie.
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS

NOUVELLE-ORLEANS
LUNDI MATIN, 17 SEPTEMBRE.

VENTE A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par F. A. Fortier, commissaire, à midi, sur les lieux, rue des Français, entre Esplanade et Victoire — Un lot de meubles.

Par Hoffman & Marks, à 10 heures, à sa salle d'encan — Grande vente par colis, et à quatre mois de crédit, de cent balles et lots de marchandises sèches étrangères et du pays.

Par B. Turpin, à 10 heures et demie, à sa salle d'encan — Madère, sherry, porto, vins, whisky, brandy, vermouth, absinthe, huile d'olives, &c.

Par Toussaint & Montberger, à 10 heures et demie, aux Nos. 26 et 27, rue Gravier — La vente du stock de cigares, tabac à chiquer et à fumer, pipes, &c, sauvés du dernier incendie.

Par Fellner & Co, à 10 heures, à sa salle d'encan, 46, rue de Chartres — Marchandises sèches, habillements, bottes, souliers, chapeaux, &c. — Vente périodique.

Par G. Lémonnier, à 10 heures — Grande vente d'habillements frais, venus par les derniers arrivages de New-York. — Vente sans réserve aucune.

☞ L'attention du commerce est appelée sur la vente à l'encan de madère, sherry, porto, brandy, vins liqueurs, olives, capres, café, sucre, etc., qui doit avoir lieu aujourd'hui, à 10½ heures a. m., au magasin No 97, rue Vieille Levée, par B. Turpin, successeur.

ARMATEURS DU NORD.—Hier, sont arrivés de New-York, deux navires à vapeur, le Merrimack et le Geo. Washington, tous deux avec un certain nombre de passagers dont on trouvera la liste nominale dans notre partie maritime.

Le capitaine Van Sice, du vapeur Merrimack, rapporte que le navire à vapeur, Général Meade, qu'on avait dit échoué sur la côte de la Floride, était à l'ancre dans le port de Key West, le 12 courant.

Rapport Officiel du Major Général Baird.

Nous trouvons dans la *Tribune* de New York, le rapport que le maj. gén. Baird a adressé au lieutenant colonel Geo. Lee, ass. adj. général, sur les événements du 30 juillet, à la Nouvelle Orléans. Ce rapport occupe en caractères très fins, plus de quatre colonnes du journal radical, et ne contient aucun fait que nos lecteurs ne connaissent déjà depuis longtemps. Le général Baird paraît en revue les diverses pièces justificatives dont l'*Abeille* a publié le texte, pièces qui se composent de télégrammes, de rapports, de proclamations et d'ordres, que le gén. Baird bien entendu, commente et interprète à sa façon. Le but de ce rapport est de faire croire que si les troupes n'étaient pas sur les lieux en temps opportun, la faute ne peut en être attribuée au commandant de place. Il avait été mal renseigné et néanmoins il est obligé de convenir que des hommes représentant l'un l'autorité de la ville, l'autre l'autorité de l'Etat, au moins officieusement, d'autres diraient officiellement, puisque le gouverneur Wells était introuvable, l'avaient prévenu, en se rendant chez lui, des difficultés que la situation présentait.

Mais le général Baird est d'entendement difficile, et ce qui le prouve, c'est que le 30 juillet à midi, il ignorait encore que la convention fut rassemblée. Bien qu'il eût raison de compter sur le caractère naturellement paisible des nègres, il ne pouvait néanmoins, dit-il, faire le même fond sur le caractère des blancs ignorants et des blancs de la basse classe, et comme il avait de l'inquiétude, il eût désiré voir quelques personnes appartenant à la convention, pour leur conseiller de se rassembler et de faire le moins de bruit possible. Aucune ne s'étant présentée dans ces bureaux, le général se décida à aller aux informations lui-même, et comme il connaissait la résidence du juge Howell, il prit une voiture et se fit conduire chez lui. A son arrivée, le général apprit, *à son grand étonnement*, que la Convention était déjà réunie en séance et que le juge Howell s'y trouvait.

Ce fait nous rappelle le directeur Gohier qui n'apprit le coup d'Etat du 18 brumaire que lorsque, tout était fini, et qui fut fait prisonnier au Luxembourg au moment où, ne soupçonnant rien, il avalait une tasse de café.

Ce qu'il y a de plus étrange, c'est le cas que fit le général Baird du télégramme du Président: télégramme où il était dit qu'il était à espérer que l'autorité militaire n'entraverait pas les procédures des cours.

Si le général Baird eut interprété comme il le fallait ce télégramme reçu ici le 28 juillet, deux jours avant la réunion de la convention, il eût permis au shérif d'exécuter le mandat du juge Abell, et l'arrestation des conventionistes eut coupé court à tout conflit. Pas une goutte de sang n'eut été versée.

Mais le général Baird interprétant le télégramme présidentiel à sa guise, le trouva ambigu quant aux désirs du gouvernement au sujet de la convention, et d'ailleurs dit-il, il ne savait quelle autorité soumettre. Si le juge Abell avait dénoncé au grand jury la convention comme illégale, le commissaire des Etats Unis Shanon non avait arrêté le juge Abell comme coupable de trahison.

Un ne s'attendait guères à un argument pareil et pour l'invoquer il a fallu en avoir grand besoin. Le général Baird avait très bien que l'accusation de trahison portée contre le juge Abell, un de nos plus honorables aboliotistes, ne pourrait être et n'était pas chose sérieuse. D'ailleurs, le procès du juge Abell devant le juge Shannon n'empêchait pas le procès de la convention devant le juge Abell ou devant sa Cour où un autre juge l'eut remplacé.

On voit maintenant quelle terrible conséquence l'erreur du général Baird a causée. Il eut bien eu sans qui ressortait le plus naturellement du télégramme, aucun massacre n'eut eu lieu et le général Baird n'eut pas été forcé d'élaborer un rapport qui ne peut en rien contribuer à sa gloire. Nous y avons remarqué une partie plus faible encore que celle que nous venons de faire ressortir et cette partie concerne le droit des conventionistes à se rassembler et à délibérer, pourvu, dit le général Baird, que leurs délibérations ne fussent pas converties en actes illicites. Il est évident que le général Baird n'a pas une idée bien claire du droit, autrement il n'aurait pas écrit cette ligne. La Convention n'était pas illégale parce qu'elle se rassemblait, discutait et émettait des opinions, mais bien parce qu'elle s'arrogeait un pouvoir de législation quand ce pouvoir était expiré, et ce qui prouve qu'elle entendait exercer ce pouvoir, c'est la convocation des collèges électoraux par le gouverneur; dès lors, elle ne pouvait être tolérée. Mais la question la vieille pour nos lecteurs, et le rapport du général Baird n'est pas assez brillant pour le rajeunir. Nous ne poursuivrons donc pas plus loin nos commentaires.

Une lettre de M. Raymond.

Cette lettre que nous tranmet le télégraphe contient plusieurs assertions extraordinaires, auxquelles pas de gens ajouteront foi. On ne dira pas précisément que le télégraphe a mal rendu les idées de M. Raymond, mais on pourra dire que M. Raymond a fort mal rendu les idées du Président. Le passage suivant, par exemple, est fort difficile à digérer: « Pourquoi *non* ceux du Congrès ne peuvent-ils pas voir que les Etats du Sud seront aux mains si nous leur montrons que nous sommes les leurs; » chose une politique sage et judicieuse la moitié des Etats du Sud voient et agira avec le parti antiesclaviste. Pourquoi par des actes hostiles les poussons-nous dans leur ancienne alliance avec le parti démocrate du Nord?»

M. Raymond fait ici parler le président comme s'il avait eu congrès d'autres amis que les démocrates? Mais qu'en dira les démocrates du parti johnsonien, que restera-t-il? Il ne restera pas six hommes au sénat et pas douze à la chambre. Or ces 15 ou 18 représentants ne pourront en aucune façon dominer le congrès et ces sont par conséquent ne sont d'aucun poids dans la balance. Et ce serait pour ce qui n'est pas même un noyau que le président voudrait se séparer du parti démocrate, le seul avec lequel le Sud, sans avoir la majorité, pourrait du moins faire quelque figure. Ces assertions de notre sont contraires à l'esprit qui a présidé à la Convention de Philadelphie. Les délégués du Nord à cette Convention, d'où venaient-ils? Les trois quarts et demi venaient de l'ancien parti démocrate et sans cet ancien parti démocrate la Convention eût été impossible, en ce sens qu'il n'y aurait eu personne pour la composer ni du Nord ni du Sud.

D'ailleurs, cette lettre de Raymond à Greeley est faite de manière à décourager les hommes qui en sont agacés à la fortune politique du Président et qui le suivent.

On dirait en la lisant que M. Raymond a été chargé de faire de la part du Président une amende honorable! Et quel temps choisit-il pour le faire? le moment où le président fait un voyage qui a été presque partout triomphal: le moment où, retour à Washington, il dit lui-même n'importe de cette ville qu'on ne peut se tromper sur l'esprit du peuple américain et qu'il a vu des manifestations de citoyens décidés à soutenir les principes d'un gouvernement libre sous l'empire de la Constitution du pays.

Or, nous pensons que ces citoyens là ont peu d'amis au Congrès; que leur représentants sont loin d'y former la majorité et que ceux qui le forment ne pouvant pas plus être les *amis* du président Johnson que les leurs.

Pour être la lettre de M. Raymond fait-elle allusion à de très anciennes entrevues qu'il aurait eues avec le président à une époque où il n'y avait pas encore de rupture entre lui et la majorité du Congrès. Mais dans cette hypothèse comme dans l'autre, la publication de la lettre de M. Raymond nous paraît inopportune.

P. S. — Cet article était composé quand nous avons trouvé dans la *Tribune* de New-York une lettre de Greeley relative à la politique du président Johnson. Greeley dit que le président a toujours recherché une rupture avec le congrès. C'est probablement pour répondre à cette lettre que Raymond a écrit la sienne, qui serait alors jusqu'à un certain point motivée, mais toujours fort maladroitement rédigée.

BÉNÉFICES. — La compagnie des Hook and Ladder No 3, a eu l'attention de nous donner hier soir une superbe sérénade en passant de vant nos bureaux. Ce concert d'instruments de cuivre a produit un effet magnifique et nous prions la Compagnie de recevoir nos très sincères remerciements.

Extrait Safde de Buchu. — Cet extrait donne santé et vigueur; il ravive les constitutions affaiblies. Ce remède la débilité quand elle n'est pas combattue, sauve la phthisie, la folie ou l'épilepsie.

BRUITS DÉMENTIS.

Nous lisons dans la *France* :

Il y a eu depuis quelque temps dans la presse étrangère comme une explosion de nouvelles inexactes au sujet de l'attitude de notre pays. Jamais on ne s'était livré à plus de commentaires sur les vues et les projets de la France que depuis qu'il était évident que la paix était le but constant de tous ses efforts.

Un jour, nous demandions officiellement, et par la voie diplomatique, les limites de 1814; le lendemain, plus exigeants, nous possessions jusqu'à la frontière du Rhin. Puis, la scène changeait tout d'un coup: la France renonçait à ses ambitions avec la même facilité qu'elle les avait conçues; elle s'inclinait devant le refus de la Prusse, et les mêmes journaux qui lui avaient prêté les intentions les plus belliqueuses l'accablaient d'éloges sur la modération dont elle faisait preuve.

On ajoutait que l'empereur Napoléon III avait écrit au roi Léopold II pour dissiper les appréhensions relatives à la nationalité belge, et on trouvait dans cet acte une nouvelle occasion d'exalter la sagesse et la prudence du souverain qui nous gouverne.

Toutes ces nouvelles ont été successivement démenties. La France n'a pas eu à retirer des demandes qu'elle n'avait pas formulées. L'empereur Napoléon III n'a pas eu à rassurer la Belgique, qui n'était point inquiétée.

Les journaux étrangers qui avaient propagé ces rumeurs en sont donc pour leurs frais d'invention et pour leurs compliments d'une sincérité plus que douteuse. Le seul fait qui ne dégage de la note insérée aujourd'hui au *Moniteur*, c'est que le gouvernement anglais s'est préoccupé de ces bruits ce qui consacre la Belgique, et qu'il a cru devoir les éclairer en s'adressant loyalement au cabinet des Tuileries. La réponse du gouvernement français a été ce qu'elle devait être: l'honorable M. Drouyn de Lhuys a déclaré, au nom de l'Empereur, que la France n'avait pas songé à modifier les dispositions qui sont dans les mains de puissance neutres.

Il serait à désirer que la déclaration du *Moniteur* mit un terme à des rumeurs qui n'ont d'autre but que d'entretenir des inquiétudes dans un moment où la paix, due à la médiation française, s'achève dans les conférences de Prague.

Extrait Safde de Buchu. — Cet extrait, préparé par Helmbold, est agréable il n'a ni odeur ni goût et agit avec une grande promptitude.

Nous lisons dans l'*Ere Nouvelle* de Mexico :

La manière dont on écrit aux Etats-Unis l'histoire en général, et particulièrement l'histoire du Mexique, est trop connue pour que l'on s'étonne de rien en ce genre. Mais ce qui dépasse tout, c'est un correspondant, écrivant de Mexico même, adresse à un journal de New York des nouvelles absolument controuvées. Nous en avons pourtant l'exemple sous les yeux.

C'est à la correspondance du *Times* que revient l'honneur peu enviable de cette innovation. Dans une lettre reproduite par ce journal, ce nouvelliste chien informait avec confiance que la bande anglaise de la rue Capuchinas a suspendu ses paiements. Rien ne manque à sa narration: ni la foule assemblée devant la caisse, ni les efforts du banquier pour la rassurer, ni l'heure précise à laquelle l'établissement a fermé ses portes, ni la rapidité avec laquelle l'événement s'est répandu et la sensation qu'il a causée. Le chiffre même du passif de la banque est annoncé; on le fixe modestement à deux millions de piastres. — Impossible d'être plus précis.

Et dire que nous n'avions jamais eu la première nouvelle de cette crise.

Pour cette fois, l'aventure n'est qu'amusante parce que, grâce à un bon démenti, elle n'a entraîné aucune conséquence fâcheuse. Mais nous engageons le correspondant du *Times* à être plus scrupuleux dans ses renseignements à l'avenir. Parmis, si l'on veut, à un journaliste qui ne connaît pas le pays dont il parle, de faire de la fantaisie; mais l'inexactitude n'a pas d'excuse, quand on écrit des choses que l'on a sous les yeux. On encourt alors une responsabilité d'autant plus grande, que ceux qui vous lisent au loin vous supposent véridique et prennent vos assertions au pied de la lettre.

☞ Les personnes des deux sexes qui ont une constitution délicate ou affaiblie, doivent faire usage de l'Extrait Safde de Buchu. Cet Extrait donne de la vigueur et dispose au sommeil.

ALLEMAGNE.

Kiel, le 13 août 1866.

Je viens de parcourir en sens divers les dix-huit cités de l'Elbe, j'ai causé avec des hommes appartenant à toutes les parties, à toutes les classes de la société, j'ai acquis la conviction que l'on y déplore profondément d'avoir été, vers 1848, le jouet du parti de Gotha et en 1863, celui du Nationalverein. On s'y reporte en imagination, vers ces temps où l'on menait une existence heureuse et tranquille sous le gouvernement des rois de Danemark. Les impôts y étaient des plus minimes; la conscription ne s'appliquait qu'aux populations rurales et encore était-elle des plus légères, portant sur la totalité, comme la ville d'Altona et le bourg de Wandsbeck, étaient tout à fait exemptes de droits de douane, et les commerce se gouvernaient elles-mêmes, conformément à des usages qui datent d'un temps immémorial et qui répondent le mieux aux besoins et aux habitudes du pays. On pense à tout cela, et on regrette le passé.

En effet, après deux guerres sanglantes, après des occupations militaires indéfinies, après d'immenses sacrifices de toute nature, échanger les avantages qui assurent l'égalité de l'indépendance et le complète des duchés sous leur propre souverain, contre les rigueurs de la domination prussienne, avec les impôts onéreux, son service militaire si pénible et si rebutant d'absorption et de centralisation, c'est, pour ces pauvres Slesvigo Holsteinois, une punition au pas trop sévère pour avoir suivi les inspirations des utopistes et des agitateurs allemands.

Il est juste de dire toutefois que ce n'est qu'à leur corps défendant qu'ils se sont laissé entraîner par le mouvement de 1863. Si, en 1848 et dans les années suivantes, ils ont montré un véritable élan, cet élan leur a fait complètement défaut dans la dernière campagne. Mais on voulait absolument les affranchir. Ils auraient donc eu mauvaise grâce au s'y refuser. La Confédération germanique avait cru devoir prendre la direction du mouvement pour ne pas le laisser entre les mains du Nationalverein. Plus tard, la Prusse s'en empara, entraînant avec elle l'Autriche qui ne suivit la politique de la Prusse en cette circonstance que pour la modérer, tandis que la Confédération germanique commit une faute dont la gravité ne se comprend que depuis la guerre contre le Danemark, puisque son abstension lui fit perdre le droit d'en régler les conditions.

Quant aux duchés, ils sentirent le danger dont ils étaient menacés par suite de l'intervention de la Prusse en sa qualité de grande puissance, car ils ne comptent ils ne sentirent pas étroitement autour du prince d'Augustenborg. Ce n'est pas qu'ils fussent persuadés de la légalité de ses prétentions, mais ils ne se faisaient aucune illusion sur l'impossibilité d'une résistance. Ils auraient donc vu mauvaise grâce au s'y refuser. La Confédération germanique avait cru devoir prendre la direction du mouvement pour ne pas le laisser entre les mains du Nationalverein. Plus tard, la Prusse s'en empara, entraînant avec elle l'Autriche qui ne suivit la politique de la Prusse en cette circonstance que pour la modérer, tandis que la Confédération germanique commit une faute dont la gravité ne se comprend que depuis la guerre contre le Danemark, puisque son abstension lui fit perdre le droit d'en régler les conditions.

Il serait à désirer que la déclaration du *Moniteur* mit un terme à des rumeurs qui n'ont d'autre but que d'entretenir des inquiétudes dans un moment où la paix, due à la médiation française, s'achève dans les conférences de Prague.

Extrait Safde de Buchu. — Cet extrait, préparé par Helmbold, est agréable il n'a ni odeur ni goût et agit avec une grande promptitude.

Nous lisons dans l'*Ere Nouvelle* de Mexico :

La manière dont on écrit aux Etats-Unis l'histoire en général, et particulièrement l'histoire du Mexique, est trop connue pour que l'on s'étonne de rien en ce genre. Mais ce qui dépasse tout, c'est un correspondant, écrivant de Mexico même, adresse à un journal de New York des nouvelles absolument controuvées. Nous en avons pourtant l'exemple sous les yeux.

C'est à la correspondance du *Times* que revient l'honneur peu enviable de cette innovation. Dans une lettre reproduite par ce journal, ce nouvelliste chien informait avec confiance que la banque anglaise de la rue Capuchinas a suspendu ses paiements. Rien ne manque à sa narration: ni la foule assemblée devant la caisse, ni les efforts du banquier pour la rassurer, ni l'heure précise à laquelle l'établissement a fermé ses portes, ni la rapidité avec laquelle l'événement s'est répandu et la sensation qu'il a causée. Le chiffre même du passif de la banque est annoncé; on le fixe modestement à deux millions de piastres. — Impossible d'être plus précis.

Et dire que nous n'avions jamais eu la première nouvelle de cette crise.

Pour cette fois, l'aventure n'est qu'amusante parce que, grâce à un bon démenti, elle n'a entraîné aucune conséquence fâcheuse. Mais nous engageons le correspondant du *Times* à être plus scrupuleux dans ses renseignements à l'avenir. Parmis, si l'on veut, à un journaliste qui ne connaît pas le pays dont il parle, de faire de la fantaisie; mais l'inexactitude n'a pas d'excuse, quand on écrit des choses que l'on a sous les yeux. On encourt alors une responsabilité d'autant plus grande, que ceux qui vous lisent au loin vous supposent véridique et prennent vos assertions au pied de la lettre.

☞ Les personnes des deux sexes qui ont une constitution délicate ou affaiblie, doivent faire usage de l'Extrait Safde de Buchu. Cet Extrait donne de la vigueur et dispose au sommeil.

ALLEMAGNE.

Kiel, le 13 août 1866.

Je viens de parcourir en sens divers les dix-huit cités de l'Elbe, j'ai causé avec des hommes appartenant à toutes les parties, à toutes les classes de la société, j'ai acquis la conviction que l'on y déplore profondément d'avoir été, vers 1848, le jouet du parti de Gotha et en 1863, celui du Nationalverein. On s'y reporte en imagination, vers ces temps où l'on menait une existence heureuse et tranquille sous le gouvernement des rois de Danemark. Les impôts y étaient des plus minimes; la conscription ne s'appliquait qu'aux populations rurales et encore était-elle des plus légères, portant sur la totalité, comme la ville d'Altona et le bourg de Wandsbeck, étaient tout à fait exemptes de droits de douane, et les commerce se gouvernaient elles-mêmes, conformément à des usages qui datent d'un temps immémorial et qui répondent le mieux aux besoins et aux habitudes du pays. On pense à tout cela, et on regrette le passé.

En effet, après deux guerres sanglantes, après des occupations militaires indéfinies, après d'immenses sacrifices de toute nature, échanger les avantages qui assurent l'égalité de l'indépendance et le complète des duchés sous leur propre souverain, contre les rigueurs de la domination prussienne, avec les impôts onéreux, son service militaire si pénible et si rebutant d'absorption et de centralisation, c'est, pour ces pauvres Slesvigo Holsteinois, une punition au pas trop sévère pour avoir suivi les inspirations des utopistes et des agitateurs allemands.

Il est juste de dire toutefois que ce n'est qu'à leur corps défendant qu'ils se sont laissé entraîner par le mouvement de 1863. Si, en 1848 et dans les années suivantes, ils ont montré un véritable élan, cet élan leur a fait complètement défaut dans la dernière campagne. Mais on voulait absolument les affranchir. Ils auraient donc eu mauvaise grace au s'y refuser. La Confédération germanique avait cru devoir prendre la direction du mouvement pour ne pas le laisser entre les mains du Nationalverein. Plus tard, la Prusse s'en empara, entraînant avec elle l'Autriche qui ne suivit la politique de la Prusse en cette circonstance que pour la modérer, tandis que la Confédération germanique commit une faute dont la gravité ne se comprend que depuis la guerre contre le Danemark, puisque son abstension lui fit perdre le droit d'en régler les conditions.

Quant aux duchés, ils sentirent le danger dont ils étaient menacés par suite de l'intervention de la Prusse en sa qualité de grande puissance, car ils ne comptent ils ne sentirent pas étroitement autour du prince d'Augustenborg. Ce n'est pas qu'ils fussent persuadés de la légalité de ses prétentions, mais ils ne se faisaient aucune illusion sur l'impossibilité d'une résistance. Ils auraient donc eu mauvaise grâce au s'y refuser. La Confédération germanique avait cru devoir prendre la direction du mouvement pour ne pas le laisser entre les mains du Nationalverein. Plus tard, la Prusse s'en empara, entraînant avec elle l'Autriche qui ne suivit la politique de la Prusse en cette circonstance que pour la modérer, tandis que la Confédération germanique commit une faute dont la gravité ne se comprend que depuis la guerre contre le Danemark, puisque son abstension lui fit perdre le droit d'en régler les conditions.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Rumeurs de guerre en Europe.

CONTINUATION DES TROUBLES EN CRÈTE.

La Circulaire de Napoléon aux Puissances.

On la dit très pacifique.

LA CONVENTION MILITAIRE DE CLEVELAND.

RÉVOLUTION A HAITI.

Incendie de la ville de Gonaïve.

Salnave Exécuté.

Sermon non politique de Beecher.

UNE DÉPÊCHE DE LA TRIBUNE.

Mauvaise foi de Pasteiche.

NOUVELLES DU MEXIQUE.

SUCCES DES LIBERAUX.

Exercice de polygone au Fort Monroe.

Liverpool, 15. — Coton. Le marché est sans changement, vendues d'aujourd'hui 13,000 balles. Middling Uplands 13 d.

Londres, 15.—Cons. en baisse de 1/4, à 89 1/2. 5-20 à 72 1/2.

Londres, 15—Le bruit court qu'il s'est élevé une difficulté entre l'Autriche et l'Italie au sujet de la dette de la Vénétie.

La Porte a refusé de régler le différend avec les Crétois. Les troubles ont augmenté sur le bord oriental de la Méditerranée.

St Pétersbourg, 15.—L'escadre américaine a quitté aujourd'hui les eaux russes. La gazette de Moscou exalte l'alliance entre les Etats-Unis et la Russie.

Berlin, 15. — Le comte de Bismark a adressé au ministre des Etats-Unis une lettre où il reconnait la bienveillance des citoyens américains qui ont fourni 50 tonneaux de glace aux hôpitaux pour l'armée prussienne.

Paris, 15.—On croit que la circulaire que Napoléon est sur le point d'adresser aux puissances de l'Europe sera conçue dans un sens éminemment pacifique.

New York, 16—La *Tribune* publiera demain une dépêche spéciale de Berlin annonçant que l'Europe est encore menacée de la guerre. On dit que l'Autriche agit de mauvaise foi envers l'Italie et la Prusse et qu'elle a l'intention de tirer l'épée sous peu.

Cleveland, 16. — Il arrive beaucoup d'officiers et de soldats pour assister à la Convention. On dresse dans le Monument Square des tentes pour trois à quatre mille personnes.

Le major-général Wool sera probablement choisi comme président temporaire et le général Steadman comme président permanent.

St Louis 16—Les décès causés par le choléra s'élèvent au nombre de 52-2 pour la semaine.

New York 16—Des avis de Haytien date disent que tout le pays est en révolution. La ville des Gonaives a été réduite en cendres et les habitants avaient déserté les lieux.

Le général Salnave sera exécuté par ordre du président Jeffrard; mais cela n'empêchera pas les progrès de la révolution contre lui, parla raison qu'il a assumé un pouvoir dictatorial. Le gouvernement prend des mesures pour supprimer le mouvement.

New York, 16—On dit que la faction fusionne de Stephen fera bientôt d'importants mouvements.

Henry Ward Beecher a prêché aujourd'hui devant une immense foule, mais comme il n'a pas fait allusion à la politique, les auditeurs ont été désappointés.

Les steamers Mariposa et Gen. Grant sont arrivés de la Nile-Orléans.

Washington, 16—Le Señor Romero, ministre mexicain, a reçu la nouvelle que les Libéraux avaient occupé San Luis. Ils ont pris aussi la ville de Thustan, dans l'Etat de Vera Cruz avec 300 Autrichiens. On dit qu'ils ont occupé Guadalajara, mais ce bruit demande confirmation.

Les libéraux ont assiégé la Vera-Cruz dans la nuit du 28 août et ont enlevé 11 soldats français. Maximilien a lancé un décret pour lever 15 pour cent sur la valeur des propriétés nationales de l'église, ce qui a causé un grand mécontentement.

Fort Monroe, 16.—Le major général Gilmore est arrivé ici pour faire une série d'expériences avec des canons rayés de 15 pouces contre une pierre habillée de fer, dressée comme point de mire près de la forteresse.

(Voyez l'anglais pour les nouvelles de la Passe du Sud Ouest.)

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE, 16 septembre 1866.
(Thermomètre de C. Dubasse.—Magasin au coin des rues Bienville et Chartres.)

	FAHRENHEIT.
6 heures du matin	80 degrés.
Midi	89 "
3 heures du soir	90 "
6 heures du soir	87 "

PONT ROMPU.—Le pont du débarcadère du du ferry du Deuxième District a été rompu hier au soir quand un grand nombre de personnes se trouvait dessus. On rapporte que deux dames, dont nous ignorons les noms, ont été sérieusement blessé es. Elles ont été conduites chez elles.

TENTATIVE DE VOL A CARROLLTON.—Mme Max Linden, qui tient une épicerie rue de la Levée a été éveillée ces trois dernières nuits par des voleurs cherchant à s'introduire dans un grocerie. Hier soir, ils ont essayé de briser la porte avec une hache, mais ils en sont enfuis en entendant descendre Mme Linden.

COUP DE FEU.—Un homme de couleur, Peter Spencer, a été blessé samedi soir, rue Melpomène près Hercules. Il aurait reçu un coup de feu, au nommé Gray. Spencer a été conduit chez lui, rue Erato No 184. Gray a été arrêté. Il paraîtrait que la cause de l'affaire de la boisson. L'affaire sera probablement portée devant le recorder Ahern aujourd'hui.

RAPPORT MORTUAIRE.—Pour les 24 heures finissant hier matin, à 6 heures, le nombre total des enterrements rapportés au bureau de Santé à été de 48, dont 18 ont été choléra, deux de la fièvre jaune et 28 d'autres maladies.

Il n'y a pas eu, hier, d'enquête pour cause de choléra. Le fléau est évidemment sur son déclin.

Revue Financière Française.

Paris, 21 août.

La semaine que nous venons de traverser a été à peu près nulle, tant au point de vue de l'importance des affaires que des variations de cours. C'est à peine si l'on trouverait des différences de quelques francs dans les cours de clôture de samedi comparés à ceux de la période précédente. La spéculation n'est reposée: les acheteurs, sur leurs bénéfices des mois passé; les vendeurs, sur les durs échecs qu'ils ont éprouvés; les premiers sont satisfaits, les seconds sont impatients de revanche; c'est ainsi qu'on explique le calme du marché et le *statu quo* dans lequel se maintiennent les prix de toutes les valeurs.

En outre, nous sommes entrés dans la période habituelle du chômage de la Bourse, les capitalistes actifs ont quitté on sont sur le point de quitter Paris, ou bien ceux qui restent songent pour aspirer aussi cesse à de nouveaux agrandissements territoriaux, comme la Prusse, sans pour marcher de pair avec les autres grandes nations dans la marche de la civilisation et du progrès intellectuel.

☞ Pour l'incontinence d'urine, l'irritation, l'inflammation ou l'ulcération de la vessie, des reins, — pour la pierre, les calculs, la gravelle, etc., employez l'Extrait Safde de Buchu préparé par Helmbold.

TEGETHOFF ET BOUGAINVILLE.

La *Liberté* raconte que l'amiral Tegethoff, le vainqueur de Lissa, a servi d'abord dans la cavalerie, où il s'y trouva son arme qu'après être parvenu au grade de colonel. Les événements autrichiens. Sa vocation, pour être tardive, n'en a pas moins été couronnée par un grand succès; il est aujourd'hui le premier marin de son pays.

A ces observations, l'*Union* ajoute que la France peut citer un exemple semblable.

L'amiral de Bougainville, un des plus grands marins du siècle dernier, n'était dans la marine qu'à l'âge de trente-quatre ans.

Il avait servi avec une égale distinction dans l'armée de terre. Aide-de-camp de Montcalm, il gagna sur les champs de bataille du Canada le grade d'aide-major-général des logis de l'armée, le cordon de St Louis après six ans de service et la brevet de colonel, à la suite, de régiment de Rouergue.

Toutes ces nouvelles ont été successivement démenties. La France n'a pas eu à retirer des demandes qu'elle n'avait pas formulées. L'empereur Napoléon III n'a pas eu à rassurer la Belgique, qui n'était point inquiétée.

Les journaux étrangers qui avaient propagé ces rumeurs en sont donc pour leurs frais d'invention et pour leurs compliments d'une sincérité plus que douteuse. Le seul fait qui ne dégage de la note insérée aujourd'hui au *Moniteur*, c'est que le gouvernement anglais s'est préoccupé de ces bruits en ce qui concerne la Belgique, et qu'il a cru devoir les éclairer en s'adressant loyalement au cabinet des Tuileries. La réponse du gouvernement français a été ce qu'elle devait être: l'honorable M. Drouyn de Lhuys a déclaré, au nom de l'Empereur, que la France n'avait pas songé à modifier les dispositions qui sont dans les mains de puissance neutres.

Il serait à désirer que la déclaration du *Moniteur* mit un terme à des rumeurs qui n'ont d'autre but que d'entretenir des inquiétudes dans un moment où la paix, due à la médiation française, s'achève dans les conférences de Prague.

Extrait Safde de Buchu. — Cet extrait, préparé par Helmbold, est agréable il n'a ni odeur ni goût et agit avec une grande promptitude.

Nous lisons dans l'*Ere Nouvelle* de Mexico :

La manière dont on écrit aux Etats-Unis l'histoire en général, et particulièrement l'histoire du Mexique, est trop connue pour que l'on s'étonne de rien en ce genre. Mais ce qui dépasse tout, c'est un correspondant, écrivant de Mexico même, adresse à un journal de New York des nouvelles absolument controuvées. Nous en avons pourtant l'exemple sous les yeux.

C'est à la correspondance du *Times* que revient l'honneur peu enviable de cette innovation. Dans une lettre reproduite par ce journal, ce nouvelliste chien informait avec confiance que la banque anglaise de la rue Capuchinas a suspendu ses paiements. Rien ne manque à sa narration: ni la foule assemblée devant la caisse, ni les efforts du banquier pour la rassurer, ni l'heure précise à laquelle l'établissement a fermé ses portes, ni la rapidité avec laquelle l'événement s'est répandu et la sensation qu'il a causée. Le chiffre même du passif de la banque est annoncé; on le fixe modestement à deux millions de piastres. — Impossible d'être plus précis.

Et dire que nous n'avions jamais eu la première nouvelle de cette crise.

Pour cette fois, l'aventure n'est qu'amusante parce que, grâce à un bon démenti, elle n'a entraîné aucune conséquence fâcheuse. Mais nous engageons le correspondant du *Times* à être plus scrupuleux dans ses renseignements à l'avenir. Parmis, si l'on veut, à un journaliste qui ne connaît pas le pays dont il parle, de faire de la fantaisie; mais l'inexactitude n'a pas d'excuse, quand on écrit des choses que l'on a sous les yeux. On encourt alors une responsabilité d'autant plus grande, que ceux qui vous lisent au loin vous supposent véridique et prennent vos assertions au pied de la lettre.

☞ Les personnes des deux sexes qui ont une constitution délicate ou affaiblie, doivent faire usage de l'Extrait Safde de Buchu. Cet Extrait donne de la vigueur et dispose au sommeil.

Décédé, hier, à 2 heures du soir, à l'âge de 70 ans, FRANÇOIS CÉSAIRE BONSÉIGNEUR, vétéran de 1814 et 15, né à Port de Paix (île d'Haïti), et habitant de cette ville depuis 1809. Ses amis, ainsi que ceux de ses frères et de son épouse, sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu cette après midi, à 4 heures précises.

Le convoi partira de sa maison, rue Terpsichore, entre Barcbne et Dryades, pour se rendre à l'église St-Jean Baptiste, où se fera la cérémonie religieuse.

De la part de son Epouse

AVIS.

Les amis et connaissances de feu ANDRÉ MANIORT, décédé, hier soir, à 8 heures et quart, sont instamment priés d'assister, sans autre invitation, à ses funérailles qui auront lieu ce jour, à 3 heures et demie de l'après-midi. Le corps est exposé à la dernière demeure du défunt, rue Nord No 49, à coté du Marché Ste Marie.

De la part de sa veuve.

Avis.

Il a plu au G.·. Ar.·. de l'Et.·. d'appeler à la R.·. L.·. F.·. AMIS D'AMIENS, tenant à l'Orient de la Nouvelle-Orléans, le F.·. Pierre Mocquet, ancien marchand de cuirs, décédé à Amiens, le 11 août 1866, à l'âge de 68 ans.

Les membres de la Resp.·. L.·. Foyer Mocquet, No 6, sont particulièrement invités, ainsi que tous les FF.·. Maç.·. de cet Or.·., que leur état leur rend aptes aux funérailles qui auront lieu cette après midi, à 3 ½ P.·.

Le corps est exposé à la demeure du défunt désigné plus haut.

Par ordre du Vén.·.

L. MARCHAND

Les officiers et les membres de la L.·. Loge Orléans No. 11, I. O. O. F. sont priés d'assister aux funérailles de leur frère ANDRÉ MANIORT, cette après-midi, à trois heures et demie. Le convoi partira de sa dernière demeure, North street, No 49, Marché Ste-Marie.

L'exécutif est requis.

17 sept — J. W. CELLUS, *secrétaire.*

SERVICE FUNEBRE.

Un service funèbre sera célébré, mardi, 18 septembre 1866, à 7 heures ½ A. M., à la Chapelle Obituaire, encoignure des rues Conti et Rampart, en mémoire de feu Charles Boudousquié.

Les amis et connaissances du défunt et ceux de sa famille sont respectueusement priés d'y assister sans autre invitation 16 sept—2t

A.·. L.·. C.·. G.·. D.·. C.·. A.·. D.·. L.·. P.·. E.·.

La Resp.·. L.·. PERSÉVÉRANCE No. 2 se réunira, ce soir, à 7½ heures, au Temple de Rite Ecossais, pour une tenue d'Instruction du 18e grad.·. au rite de Misraïm.

Par commandement du Vén.·.

L. LOUIS

17 sept—1t E. MARC, *Sec.·.*

A Vendre.

Plaid-ore WAGONS et AMBULANCES, en bon état, seront vendus à bon marché. A vendre également 10 BARNAIS de seconde main.

S'adresser à

J. G. LEON

16 sept—1m Au coin des rues Dryades et Liberté

AVIS AU PUBLIC.

NONOBSTANT les bruits qui courent à cet égard et qui sont mal entendu, je déclare n'avoir rien à retirer de ce que j'ai dit et écrit au Messieurs Hall & Co dans leur lettre et dont ils ont eu connaissance.

Je n'ai jamais eu l'intention de publier cette correspondance, mais ayant vu que MM. Hall & Co avaient fait imprimer et répandre leur lettre, j'ai cru devoir faire connaître mon opinion à ce sujet.

Ainsi, le voyage du président n'a produit auc